

Enslaved Africans IN UPPER CANADA

Les esclaves africains AU HAUT-CANADA



March 14, 1793 Queenston, at the American border

William Vrooman, a Canadian slave owner, takes a woman slave by force across the river and sells her to an American buyer.

Chloe Cooley does not go quietly. It takes three men to tie her up and throw her in a boat. Once on the American side she screams and resists again. They bind her once more and hand her over to a new owner.

Le 14 mars 1793 Queenston, à la frontière américaine

William Vrooman, un propriétaire d'esclaves canadien, amène une esclave de force de l'autre côté de la rivière et la vend à un acheteur américain.

Chloe Cooley ne se laisse pas faire sans rien dire. Il faut trois hommes pour l'attacher et la lancer dans un bateau. Une fois arrivée du côté américain, elle hurle et résiste encore. Les hommes l'attachent de nouveau et la remettent à son nouveau propriétaire.

We do not know who these people are. They had their portraits taken sometime during the 1870s or 1880s. The older people might have been slaves; perhaps the younger ones were descendants of slaves.

UNIDENTIFIED MEN, WOMEN AND CHILDREN (DETAILS). ALVIN D. MCCURDY FONDS, F 2076-16-4, 10024792, 10024795, 10024796, 10024800, 10028819, 10028820, 10028818

Nous ne savons pas qui sont ces personnes. Leur photo a été prise durant les années 1870 ou 1880. Les personnes plus âgées étaient peut-être d'anciens esclaves, et les plus jeunes, des descendants d'esclaves.

HOMMES, FEMMES ET ENFANTS NON IDENTIFIÉS (DÉTAILS). FONDS ALVIN D. MCCURDY, F 2076-16-4, 10024792, 10024795, 10024796, 10024800, 10028819, 10028820, 10028818

THE DOCUMENTS AND IMAGES IN THIS EXHIBIT COME FROM THE COLLECTIONS OF THE ARCHIVES OF ONTARIO AND FROM OTHER HERITAGE ORGANIZATIONS AS NOTED. SPELLING, GRAMMAR, AND PUNCTUATION ARE SHOWN AS WRITTEN IN THE ORIGINAL DOCUMENTS.

LES DOCUMENTS ET LES IMAGES DE CETTE EXPOSITION PROVIENNENT DES COLLECTIONS DES ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO ET D'AUTRES ORGANISMES DU PATRIMOINE, TEL QU'INDIQUÉ.

LES CITATIONS DE CETTE EXPOSITION SONT DES TRADUCTIONS FRANÇAISES DE DOCUMENTS QUI AVAIENT ÉTÉ RÉDIGÉS EN ANGLAIS (SAUF L'EXTRAIT DE LA CAPITULATION DE MONTRÉAL).



UNIDENTIFIED WOMAN (DETAIL). CA. 1875. ARCHIVES OF ONTARIO, ALVIN D. MCCURDY FONDS, F 2076-16-4-7, 10024790.

FEMME NON IDENTIFIÉE (DÉTAIL). VERS 1875. ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO, FONDS ALVIN D. MCCURDY, F 2076-16-4-7, 10024790.

Futile Resistance

Chloe Cooley has no rights. She is property that can be bought and sold, or bequeathed in her owner's will. Most of eighteenth century society condones slavery as a normal condition and an economic necessity; few people are willing to assist slaves to escape their servitude.

Résistance futile

Chloe Cooley n'a aucun droit. Elle est une propriété qui peut être achetée, vendue ou léguée dans le testament de son propriétaire. En général, la société du XVIII^e siècle tolère l'esclavage, qu'elle considère comme quelque chose de normal et comme une nécessité économique; peu de personnes sont prêtes à aider les esclaves à échapper à la servitude.



A Catalyst for Action

Peter Martin, a free Black, brought the witness William Grisley to make an official report about this incident to John Graves Simcoe, the Lieutenant-Governor of Upper Canada. They recounted the story at the Executive Council meeting on March 21, 1793.

Un catalyseur de changement

Peter Martin, un Noir affranchi, a appelé le témoin William Grisley pour présenter un rapport officiel sur cet incident à John Graves Simcoe, le lieutenant-gouverneur du Haut-Canada. Les deux hommes ont raconté l'incident à la réunion du Conseil exécutif du 21 mars 1793.



A Significant Incident

Many Canadians do not know that slavery existed here. The Chloe Cooley incident is one of many documented accounts about slaves and their owners in Upper Canada. In this exhibit you will see for yourself how slavery affected both slaves and their owners.

Un incident important

Beaucoup de Canadiennes et de Canadiens ne savent pas que l'esclavage existait ici. Le cas de Chloe Cooley n'est qu'un des nombreux récits documentés au sujet des esclaves et de leurs propriétaires dans le Haut-Canada. Cette exposition vous permettra de découvrir les répercussions de l'esclavage tant sur les esclaves que sur leurs propriétaires.



This plaque, located on Niagara Parkway in Niagara-on-the-Lake, marks the spot where Chloe Cooley was forced across the river to be sold. © ONTARIO HERITAGE TRUST

Cette plaque, située le long de la promenade Niagara à Niagara-on-the-Lake, marque l'endroit où Chloe Cooley fut forcée à traverser la rivière pour être vendue. © FIDUCIE DU PATRIMOINE ONTARIEN

Thumb screws, ca. 1840 - 1860

Whip, ca. 1850; Ball and chain, ca. 1830 - 1860

UNCLE TOM'S CABIN HISTORIC SITE © ONTARIO HERITAGE TRUST

Poucettes de torture, vers 1840 - 1860

Fouet, vers 1850; Boulet, vers 1830 - 1860

SITE HISTORIQUE DE LA CASE DE L'ONCLE TOM © FIDUCIE DU PATRIMOINE ONTARIEN



BICENTENAIRE
DE L'ACTE

La loi pour abolir la traite
britannique des esclaves

1807-2007



ONTARIO
BICENTENAIRE

The Act to Abolish
The British Slave Trade

1807-2007



Archives of Ontario

Bridging the Past, the Present and the Future

Archives publiques de l'Ontario

Un lien entre le passé, le présent et l'avenir

www.archives.gov.on.ca

Sophia Burthen Pooley

PART OF THE FAMILY? MEMBRE DE LA FAMILLE À PART ENTIÈRE ?



Pooley's testimony was recorded in this book. Interviewed in her nineties (in 1855), she looked back on her life, much of it spent in slavery.

TITLE PAGE, BENJAMIN DREW, A NORTH-SIDE VIEW OF SLAVERY; THE REFUGEE; OR THE NARRATIVES OF THE FUGITIVE SLAVES IN CANADA, BOSTON: JOHN P. JEWETT, 1855

Le témoignage de Sophia Pooley a été consigné dans cet ouvrage. Elle a réalisé cette entrevue lorsqu'elle avait plus de 90 ans (en 1855) et a fait un survol de sa vie, dont la plus grande partie a été marquée par l'esclavage.

PAGE TITLE, BENJAMIN DREW, A NORTH-SIDE VIEW OF SLAVERY; THE REFUGEE; OR THE NARRATIVES OF THE FUGITIVE SLAVES IN CANADA, BOSTON: JOHN P. JEWETT, 1855

ABOVE: UNIDENTIFIED WOMAN (DETAIL) CA. 1875. ARCHIVES OF ONTARIO, ALVIN D. MCCURDY FONDS, F 2076-16-4-3, 10028818.

CIDESSUS : FEMME NON IDENTIFIÉE (DÉTAIL) VERS 1875. ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO, FONDS ALVIN D. MCCURDY, F 2076-16-4-3, 10028818.



Mohawk leader Joseph Brant probably owned over thirty slaves. He bought Sophia when she was seven years old and sold her when she was twelve.

Le chef mohawk Joseph Brant aurait été propriétaire d'une trentaine d'esclaves. Il a acheté Sophia lorsqu'elle avait sept ans et l'a vendue à l'âge de douze ans.

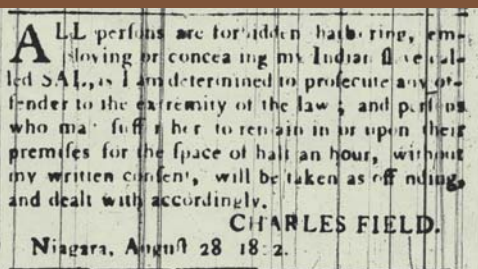
JOSEPH BRANT, THAYENDANEGBA, CHIEF OF THE SIX NATIONS (COPY) DES SIX NATIONS, ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO, S. 2076, 10013621.

This map shows the boundaries of Upper Canada and the borders with the United States.

A NEW MAP OF UPPER AND LOWER CANADA, 1798. STOCKDALE PICCADILLY: SAMUEL PETER JARVIS AND WILLIAM DUMMER POWELL COLLECTION, ARCHIVES OF ONTARIO, F 31-B-36-03, 10028705.

Cette carte indique les frontières du Haut-Canada et les frontières avec les États-Unis.

A NEW MAP OF UPPER AND LOWER CANADA, 1798. STOCKDALE PICCADILLY: COLLECTION SAMUEL PETER JARVIS ET WILLIAM DUMMER POWELL, ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO, F 31-B-36-03, 10028705.



Aboriginals were also enslaved. When Charles Field's slave Sal escaped, he posted a notice in the *Niagara Herald* to warn others not to harbour, employ, or conceal his Indian slave.

NOTICE IN THE NIAGARA HERALD, 28 AUGUST, 1802, N23, ARCHIVES OF ONTARIO

Les Autochtones ont également été utilisés comme esclaves. Lorsque l'esclave Sal de Charles Field s'est échappé, ce dernier a publié un avis dans le *Niagara Herald* pour avertir les autres de ne pas héberger, employer ou cacher son esclave indien.

ANNONCE, NIAGARA HERALD, LE 28 AOÛT 1802, N23, ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO

Sophia Pooley was born a slave in Fishkill, New York, the daughter of slaves Oliver and Dinah Burthen. At a young age, Sophia and her sister were taken to Niagara, where they were sold to Mohawk chieftain Joseph Brant. Brant brought the two Black girls to his home on the Mohawk reserve in Upper Canada.

Her memories included hunting with Brant's children ...

While I lived with old Brant we caught the deer ... Peggy and Mary, and Katy, Brant's daughters and I. Brant's sons, Joseph and Jacob, would wait on the shore to kill the deer when we fetched him in. ...

She attributed the scar over her eye and other injuries to Brant's third wife, a "barbarous creature" who beat her and cut her with a knife. She recalled that Joseph Brant punished his wife, saying:

"you know I adopted her as one of the family, and now you are trying to put all the work on her."

Nonetheless:

At twelve years old, I was sold by Brant to an Englishman in Ancaster, for one hundred dollars, – his name was Samuel Hatt, and I lived with him seven years ...

Sophia Pooley était une esclave née à Fishkill, dans l'État de New York, de parents esclaves qui s'appelaient Oliver et Dinah Burthen. À un très jeune âge, Sophia et sa sœur ont été amenées à Niagara, où elles ont été vendues au chef mohawk Joseph Brant. Brant a ramené les deux fillettes noires chez lui, dans la réserve mohawke du Haut-Canada.

Elle se souvenait d'avoir joué avec les enfants de Brant ...

Quand je vivais avec le vieux Brant, nous attrapions le chevreuil [...] Peggy, Mary, Katy, les filles de Brant et moi. Les fils de Brant, Joseph et Jacob, attendaient sur la rive pour tuer le chevreuil, puis nous allions le chercher. [...]

Elle attribuait la cicatrice au-dessus de son œil et d'autres blessures à la troisième épouse de Brant, Chatharine, une « créature barbare » qui la battait et la blessait avec un couteau. Elle se souvenait que Joseph Brant punissait sa femme en disant :

« Tu sais que je l'ai adoptée comme si elle était un membre de la famille, et maintenant, tu essaies de lui faire faire tout le travail. »

Malgré cela, elle a dit :

À douze ans, Brant m'a vendue à un Anglais d'Ancaster pour cent dollars. Son nom était Samuel Hatt, et j'ai vécu avec lui pendant sept ans [...].



Slaves in Lower Canada

After France ceded Quebec to Great Britain, slave property was protected in Lower Canada:

The Negroes and panis [Aboriginal slaves] of both sexes shall remain, in their quality of slaves, in the possession of the French and Canadians to whom they belong; they shall be at liberty to keep them in their service in the colony or sell them...

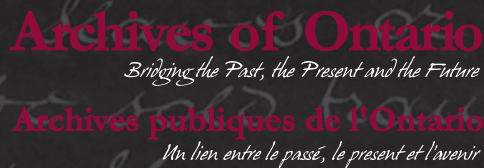
Article 47 of the Articles of Capitulation, Montreal September 8, 1760

Les esclaves du Bas-Canada

Lorsque la France a cédé le Québec à la Grande-Bretagne, le droit de posséder des esclaves a été protégé au Bas-Canada :

Les nègres et panis [esclaves autochtones] des deux sexes resteront en leur qualité d'esclaves en la possession des Français et Canadiens à qui ils appartiennent; ils pourront les garder à leur service ou les vendre. [...]

Article 47 de la capitulation signée à Montréal le 8 septembre 1760



www.archives.gov.on.ca

Henry Lewis

SEEKING FREEDOM LA QUÊTE DE LA LIBERTÉ



UNIDENTIFIED MAN, CA. 1875. ARCHIVES OF ONTARIO, ALVIN D. MCCURDY FONDS, F.2076-16-4-6, I0024805
HOMME NON IDENTIFIÉ, VERS 1875. ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO, FONDS ALVIN D. MCCURDY, F.2076-16-4-6, I0024805.



Hannah Jarvis incorrectly wrote about the Slave Act that Simcoe "has by a piece of chicanery freed all the negroes ..."
HANNAH JARVIS LETTER TO THE REVEREND DR. SAMUEL PETERS (HER FATHER), 25 SEPTEMBER 1793
JARVIS, PETERS, KINGSTON PAPERS, LIBRARY AND ARCHIVES CANADA
DETAIL OF HANNAH JARVIS (NEE OWEN PETERS) AND HER DAUGHTERS MARIA LAVINIA AND AUGUSTA HONORIA JARVIS CA. 1791, OIL ON CANVAS BY JAMES EARL, ROYAL ONTARIO MUSEUM GROM, 981.79.2

Hannah Jarvis a écrit à tort, au sujet de la loi contre l'esclavage, que Simcoe « a été dupé à libérer tous les nègres... ».

LETRE DE HANNAH JARVIS AU REVEREND SAMUEL PETERS (SON PERE), LE 25 SEPTEMBRE 1793
JARVIS, PETERS, KINGSTON PAPERS, BIBLIOTHEQUE ET ARCHIVES DU CANADA
DETAIL DE HANNAH JARVIS (NEE OWEN PETERS) ET DE SES FILLES MARIA LAVINIA ET AUGUSTA HONORIA JARVIS VERS 1791, HUILE SUR TOILE PAR JAMES EARL, MUSEE ROYAL DE L'ONTARIO GROM, 981.79.2

Jarvis was the Provincial Secretary of Upper Canada, one of several in Simcoe's administration who owned slaves.
LE HON. HENRI LEWIS AVEC SES FILS SAMUEL PETERS JARVIS, CA. 1791, OIL ON CANVAS BY JAMES EARL, ROYAL ONTARIO MUSEUM GROM, 981.79.1

Jarvis était le secrétaire provincial du Haut-Canada, et l'un des nombreux membres du gouvernement de Simcoe qui étaient propriétaires d'esclaves.
DETAIL DE WILLIAM JARVIS AVEC SES FILS SAMUEL PETERS JARVIS, VERS 1791, HUILE SUR TOILE PAR JAMES EARL, MUSEE ROYAL DE L'ONTARIO GROM, 981.79.1

Henry Lewis letter to William Jarvis, 1798

HENRY LEWIS TO WILLIAM JARVIS, 3 MAY 1798, WILLIAM JARVIS PAPERS, S109 B55 PP. 56-57, TORONTO PUBLIC LIBRARY (TPL) SPECIAL COLLECTIONS, ARCHIVE & DIGITAL COLLECTIONS, BALDWIN ROOM

Lettre de Henry Lewis à William Jarvis, 1798

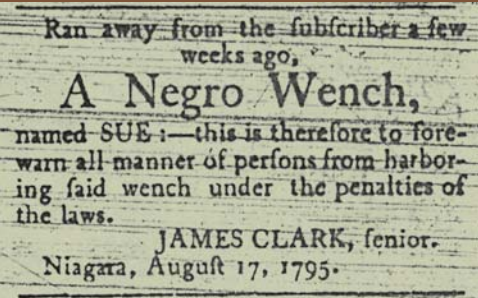
HENRY LEWIS À WILLIAM JARVIS, LE 3 MAI 1798, DOCUMENTS DE WILLIAM JARVIS, S109 B55 P. 56-57, BIBLIOTHEQUE PUBLIQUE DE TORONTO COLLECTIONS SPECIALES, ARCHIVES ET COLLECTIONS NUMERISEES, SALLE BALDWIN

Schenectady, New York, 10 September 1832

SCHENECTADY, 10TH SEPT. 1832, WATERCOLOUR, 108 X 168 MM, LIBRARY AND ARCHIVES CANADA / DR. NIGEL DAVIES, GELATI, MEXICO (ORIGINAL SOURCE) / ACC. NO. 1981-42-2-C8303471

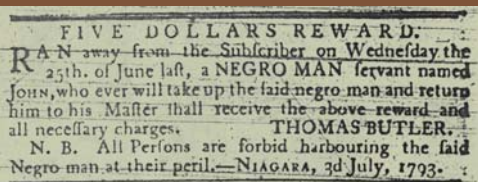
Schenectady, New York, le 10 septembre 1832

SCHENECTADY, LE 10 SEPTEMBRE 1832, AQUARELLE, 108 X 168 MM, BIBLIOTHEQUE ET ARCHIVES CANADA / DR NIGEL DAVIES, GELATI, MEXIQUE (SOURCE D'ORIGINE) / ACC.1981-42-2-C8303471



Upper Canada Gazette, 19 August 1795
NOL ARCHIVES OF ONTARIO

Upper Canada Gazette, 19 août 1795
NOL ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO



Upper Canada Gazette, 4 July 1793
NOL ARCHIVES OF ONTARIO

Upper Canada Gazette, 4 juillet 1793
NOL ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO



Matthew Elliott, a Loyalist who came from Virginia during the American Revolution, probably had as many as sixty slaves living in the huts behind his home in Fort Malden (now Amherstburg).

MATTHEW ELLIOTT HOMESTEAD BUILT IN 1784 (FROM A PHOTO TAKEN IN 1912), PARKS CANADA AGENCY, FORT MALDEN NATIONAL HISTORIC SITE OF CANADA
MATTHEW ELLIOTT, un loyaliste qui était venu de la Virginie durant la Révolution américaine, possédait probablement une soixantaine d'esclaves qui vivaient dans des huttes derrière son domicile à Fort Malden (maintenant Amherstburg).
PROPRIETE FAMILIALE DE MATTHEW ELLIOTT CONSTRUITE EN 1784 PHOTO PRISE EN 1912, AGENCE PARCS CANADA, LIEU HISTORIQUE NATIONAL DU CANADA DU FORT MALDEN

Henry Lewis escaped from his owner in Newark (Niagara-on-the-Lake), Upper Canada by fleeing to Schenectady, New York. Sometime later he wrote to his ex-owner, William Jarvis, to request he be allowed to buy his own freedom from Jarvis.

Henry Lewis's letter of 1798 provides some indication of his motives:

My desire to support my self as free man and enjoy all the benefits which may result from my being free in a country whear a blackman is defended by the laws as much as a white man is induce me to make you an offer of purchasing myself. ...

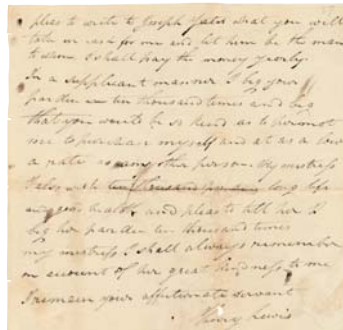
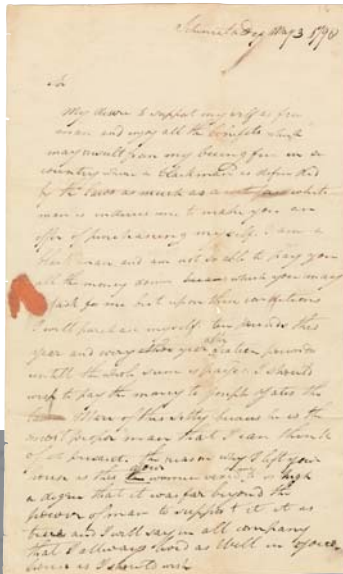
the reason why I left your house is this your woman [Jarvis' wife Hannah] vexed me to so high a degree that it was far beyond the power of man to support it it is true and I will say in all company that I allways lived as well in your house as I should wish.

Henry Lewis s'est échappé de son propriétaire à Newark (Niagara-on-the-Lake), dans le Haut-Canada, et s'est enfui à Schenectady, dans l'État de New York. Quelque temps plus tard, il a écrit à son ancien propriétaire, William Jarvis, pour lui demander s'il pouvait lui acheter sa liberté.

La lettre de Henry Lewis de 1798 explique certaines de ses motivations :

Mon désir d'assurer ma subsistance en tant qu'homme affranchi et de jouir de tous les avantages qui pourraient découler de ma liberté dans un pays où un Noir est défendu par les lois autant que les Blancs m'incite à vous présenter une offre pour acheter ma liberté. [...]

J'ai quitté votre foyer parce que votre femme [Hannah, l'épouse de Jarvis] m'a vexé à un point tel que je ne pouvais vraiment plus le supporter, et je dois dire que malgré tout, j'ai toujours bien vécu dans votre foyer, comme je le désirais.



Slaves Escaping

Slave owners advertised when slaves fled their service, either offering a reward for return of the slave or warning others not to harbour or employ the recalcitrant slave.

The Reverend John Stuart from Kingston, an Anglican minister, seemed baffled that his slave fled on at least two occasions. The unnamed "negro boy" must have been desperate to get away, fleeing in such terrible weather that his hands and feet froze during the escape.

On 22 of last month, the coldest day experienced here for several years, my Negro Boy, without any pretended reason whatever, ran away. ... my Negro Boy is gone again to the States. I despair of recovering him. This time the loss of him is more severely felt than formerly as he was becoming so very serviceable.

Stuart's letters to his son James, March 6, 1802 and March 4, 1803

James Ford was once a slave in the American colonies who had purchased his freedom. Much later, Ford's daughter recalled:

The Indians brought my father to Canada – I think to Fort Malden. He was held here by the Indians as a slave, and sold, I think he said, to a British officer, who was a very cruel master, and he escaped from him, and came to Ohio.

Samuel Gridley Howe of the Freedmen's Bureau, 1860s

Esclaves en fuite

Les propriétaires d'esclaves faisaient publier des annonces quand leurs esclaves s'échappaient et offraient une récompense pour leur capture ou avertissaient les autres de ne pas héberger ou employer ces esclaves récalcitrants.

Le révérend John Stuart de Kingston, un ministre du culte anglican, semblait ne pas comprendre du tout pourquoi son esclave s'était évadé à au moins deux reprises. Le « petit nègre » sans nom était probablement désespéré de s'échapper, car il s'était enfui par un temps si rude que ses mains et ses pieds ont été gelés durant son évasion.

Le 22 du mois dernier, le jour le plus froid que nous ayons connu ici depuis plusieurs années, mon petit nègre, sans aucune raison que ce soit, s'est enfui. [...]

Mon petit nègre s'est encore enfui vers les États-Unis. Je n'ai plus d'espoir de le retrouver. Cette fois-ci, son absence me pèse davantage que dans le passé, car il était devenu très serviable.

Lettres de Stuart à son fils James, le 6 mars 1802 et le 4 mars 1803

James Ford était un esclave dans les colonies américaines qui a acheté sa liberté. Beaucoup plus tard, la fille de Ford relatait les souvenirs suivants :

Les Indiens ont amené mon père au Canada, à Fort Malden, je crois. Il a été gardé là par les Indiens comme esclave, puis vendu, m'a-t-il dit, à un officier britannique, qui était un maître très cruel. Il s'est échappé de son maître pour venir en Ohio.

Samuel Gridley Howe du Freedmen's Bureau, années 1860



BICENTENAIRE DE L'ONTARIO
1807-2007
La loi pour abolir la traite transatlantique d'esclaves



ONTARIO BICENTENARY
1807-2007
The Act to Abolish The British Slave Trade



Archives of Ontario

Bridging the Past, the Present and the Future

Archives publiques de l'Ontario

Un lien entre le passé, le présent et l'avenir

www.archives.gov.on.ca

Peggy

DIFFICULT PROPERTY

UNE ESCLAVE DIFFICILE



In addition to her son Jupiter, Peggy had two daughters, Amy and Milly. Peggy was married to Pompadour, a free Black who was paid to work for the Russells. ADVERTISEMENT BY PETER RUSSELL TO SELL PEGGY AND HER FAMILY. UPPER CANADA GAZETTE, 22ND FEBRUARY 1806, N31, ARCHIVES OF ONTARIO

En plus de son fils Jupiter, Peggy avait deux filles : Amy et Milly. Peggy avait épousé Pompadour, un Noir affranchi qui était rémunéré pour son travail chez les Russells. ANNONCE PUBLIÉE PAR PETER RUSSELL POUR VENDRE PEGGY ET SA FAMILLE. UPPER CANADA GAZETTE, LE 22 FÉVRIER 1806, N31, ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO

ABOVE: UNIDENTIFIED WOMAN (DETAIL), CA. 1875, ARCHIVES OF ONTARIO, ALVIN D. MCCURDY FONDS, F 2076-16-4-7, 0024792.
CI-DESSUS : FEMME NON IDENTIFIÉE (DÉTAIL) VERS 1875, ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO, FONDS ALVIN D. MCCURDY, F 2076-16-4-7, 0024792.



Peter Russell, the Receiver General of Upper Canada, and his sister Elizabeth were the owners of Peggy and her children.

LEON: PETER RUSSELL, PRESIDENT AND ADMINISTRATOR OF UPPER CANADA 1796-1801
GEORGE THÉODORE BERTHON
OIL ON CANVAS, 43 X 33 (2P), 109,2 X 85,1 CM
GOVERNMENT OF ONTARIO ART COLLECTION 63124

Peter Russell, le receveur général du Haut-Canada, et sa fille Elizabeth étaient les propriétaires de Peggy et de ses enfants.

LEON: PETER RUSSELL, PRÉSIDENT ET ADMINISTRATEUR DU HAUT-CANADA 1796-1801
GEORGE THÉODORE BERTHON
HUILE SUR TOILE, 43 X 33 (2P), 109,2 X 85,1 CM
COLLECTION D'ŒUVRES D'ART DU GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO, 63124

Upper Canada Gazette, 19 August 1795
ADVERTISEMENT FOR SALE, A NEGRO WENCH, UPPER CANADA GAZETTE, 19 AUGUST 1795, N31, ARCHIVES OF ONTARIO

Upper Canada Gazette, le 19 août 1795
ANNONCE POUR LA VENTE D'UNE NEGRO WENCH, UPPER CANADA GAZETTE, LE 19 AOÛT 1795, N31, ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO

Niagara Herald, 9 January to 13 February, 1802
ADVERTISEMENT FOR SALE, THE NEGRO MAN AND WOMAN, NIAGARA HERALD, 9 JANUARY TO 13 FEBRUARY, 1802, N23, ARCHIVES OF ONTARIO

Niagara Herald, du 9 janvier au 13 février 1802
ANNONCE POUR LA VENTE D'UN NEGRO MAN AND WOMAN, NIAGARA HERALD, DU 9 JANVIER AU 13 FÉVRIER 1802, N23, ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO

Niagara Herald, 18 November 1801 to 6 March 1802
ADVERTISEMENT FOR SALE, A NEGRO MAN SLAVE, NIAGARA HERALD, 18 NOVEMBER 1801 TO 6 MARCH, 1802, N23, ARCHIVES OF ONTARIO

Niagara Herald, du 18 novembre 1801 au 6 mars 1802
ANNONCE POUR LA VENTE D'UN NEGRO MAN SLAVE, NIAGARA HERALD, DU 18 NOVEMBRE 1801 AU 6 MARS 1802, N23, ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO

Niagara Herald, 18 November 1801 to 9 January 1802
ADVERTISEMENT FOR WANTED, A NEGRO BOY, NIAGARA HERALD, 18 NOVEMBER 1801 TO 9 JANUARY 1802, N23, ARCHIVES OF ONTARIO

Niagara Herald, du 18 novembre 1801 au 9 janvier 1802
ANNONCE POUR UN VOULOU, UN NEGRO BOY, NIAGARA HERALD, DU 18 NOVEMBRE 1801 AU 9 JANVIER 1802, N23, ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO



UNIDENTIFIED CHILD (DETAIL), CA. 1875, ARCHIVES OF ONTARIO, ALVIN D. MCCURDY FONDS, F 2076-16-4-8 002820

UNIDENTIFIED WOMEN (DETAIL), CA. 1875, ARCHIVES OF ONTARIO, ALVIN D. MCCURDY FONDS F 2076-16-4-7 002819

ENFANT NON IDENTIFIÉ (DÉTAIL) VERS 1875, ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO, FONDS ALVIN D. MCCURDY, F 2076-16-4-8 002820

FEMMES NON IDENTIFIÉES (DÉTAIL) VERS 1875, ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO, FONDS ALVIN D. MCCURDY, F 2076-16-4-7 002819

Elizabeth Russell's diary describes the "insolent", "pilfering", and "lying" behaviour of the Russells' slaves – Peggy and her children. Peter Russell's letters and newspaper ads reveal the extent of his efforts to get rid of them.

My Slave Peggy, whom you were so good to promise to assist in getting rid of, ... is now at large, being not permitted by my Sister to enter this House, and shows a disposition at Times to be very troublesome, which may perhaps compel me to commit her again to Prison. I shall be glad that you would either take away immediately, or return to me the Bill of Sale I gave you to enable you to do so.

Peter Russell to Matthew Elliott, York, 19 September 1801

When he could not sell Peggy, he advertised in the *Upper Canada Gazette*:

The subscriber's black servant Peggy not having his permission to absent herself from his service, the public are hereby cautioned from employing or harbouring her without the owner's leave. Whoever will do so after this notice may expect to be treated as the law directs.

The difficult behaviour may have been a deliberate ploy. Slaves sometimes used this kind of dissembling as a strategy to get their own way – historians of slavery call this behaviour "slave resistance".

Le journal d'Elizabeth Russell décrivait le comportement « insolent », « maraudeur » et « menteur » des esclaves de Russell : Peggy et ses enfants. Les lettres et annonces de journaux de Peter Russell révèlent l'ampleur de ses efforts pour se débarrasser d'eux.

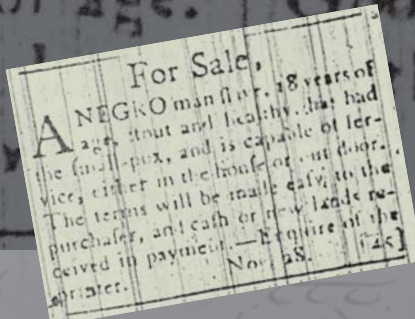
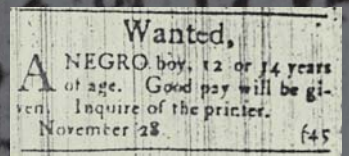
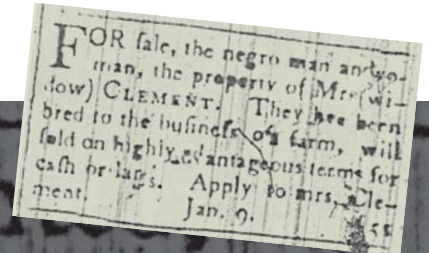
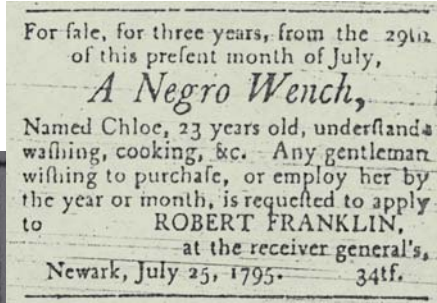
Vous avez eu la bonté de me promettre de m'aider à me débarrasser de mon esclave Peggy, [...] elle a maintenant pris le large, car ma sœur ne lui permet plus d'entrer dans cette maison. Elle nous cause parfois beaucoup d'ennuis, ce qui pourrait m'inciter à la faire emprisonner de nouveau. Je serais donc très heureux que vous acceptiez de l'emmener immédiatement ou de me retourner l'acte de vente que je vous ai donné pour vous permettre de le faire.

Peter Russell à Matthew Elliott, York, le 19 septembre 1801

Quand il n'a pas réussi à vendre Peggy, il a fait paraître une annonce dans la *Upper Canada Gazette* :

La servante noire Peggy de l'abonné n'ayant pas sa permission de s'absenter de son service, le public est avisé par la présente de ne pas l'employer ni l'héberger sans la permission du propriétaire. Quiconque le fera après la parution du présent avis s'expose aux sanctions prévues par la loi.

Ce comportement indésirable aurait pu avoir été une manœuvre délibérée. Les esclaves utilisaient parfois ce type de stratégie pour obtenir ce qu'ils désiraient. Les historiens de l'esclavage appellent ce comportement « la résistance des esclaves ».



Slaves as Property

Most slaves were sold or passed down in families until the abolition legislation came into force. In his will, Colonel John Butler left to his grandson, granddaughter, and son respectively:

a Negroe Boy named George... [to his grandson John] until the said negroe arrives to the year that the Law directs to receive his freedom,... also a Negroe Girl ... named Jane ... [to his granddaughter Catharine] which girl is to remain her property until discharged from her servitude as the law directs... [to his] son Andrew a Negroe Woman named Pat...

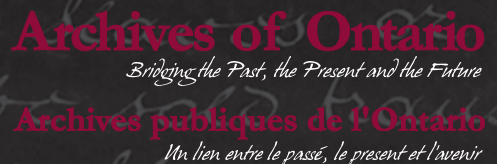
Will of John Butler, 11th June 1796, Archives of Ontario

Les esclaves en tant que propriété

La plupart des esclaves étaient vendus ou légués à des membres de la famille jusqu'à l'adoption de la loi abolissant cette pratique. Dans son testament, le colonel John Butler a laissé à son petit-fils, à sa petite-fille et à son fils, respectivement :

un jeune nègre appelé George [...] jusqu'à ce que ce nègre atteigne l'âge où la loi lui permet de recouvrer sa liberté [...] également une petite négresse [...] appelée Jane [...] [à Catharine], laquelle fillette demeurera sa propriété jusqu'à ce qu'elle soit affranchie conformément à la loi [...] [et à son] fils Andrew, une négresse nommée Pat [...].

Testament de John Butler, le 11 juin 1796, Archives publiques de l'Ontario



www.archives.gov.on.ca

Dorinda Baker et sa famille and her family

SLAVES NO MORE

ESCLAVES AFFRANCHIS



Solicitor General Robert Gray had inherited Dorinda Baker as a slave.
ROBERT ISAAC DEY GRAY, WATERCOLOUR BY WILLIAM BENZV, ROYAL ONTARIO MUSEUM GR0M, 970.85.2

Le solliciteur général Robert Gray avait hérité de l'esclave Dorinda Baker.
ROBERT ISAAC DEY GRAY, AQUARELLE PAR WILLIAM BENZV, MUSÉE ROYAL DE L'ONTARIO GR0M, 970.85.2

ABOVE: UNIDENTIFIED WOMAN AND CHILD (DETAIL), CA. 1875. ARCHIVES OF ONTARIO, ALVIN D. MCCURDY FONDS, F.2076.16-4-8, 0024785

CI-DESSUS : FEMME ET ENFANT NON IDENTIFIÉS (DÉTAIL), VERS 1875. ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO, FONDS ALVIN D. MCCURDY, F.2076.16-4-8, 0024785

In 1804, Dorinda Baker and her children were the property of the Solicitor General of Upper Canada, Robert Gray. Dorinda seemed destined to be a slave until she died, and her children would have remained Gray's property until they turned 25.

However in that year Robert Gray made a will, in which he released "*Dorinda, my black woman servant... and all her children from the State of Slavery*" on his death. He also left the Baker family money and property to ensure that they would be financially secure, and even purchased the freedom of Dorinda's mother Lavine, who was a slave in the United States, commenting "*... I could not avoid doing this act, the opportunity seemed to have been thrown in my way by providence and I could not resist it.*"

Robert I. D. Gray to Mrs. Valentine (his sister), 16 February 1804

Later that year, providence took another turn. Gray was drowned in a shipwreck and Dorinda and her family suddenly became free and prosperous.



FROM WILL OF ROBERT I.D. GRAY, 19 MARCH 1804, ARCHIVES OF ONTARIO, RG 22-155

EXTRAIT DU TESTAMENT DE ROBERT I.D. GRAY, LE 19 MARS 1804, ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO, RG 22-155

En 1804, Dorinda Baker et ses enfants appartenaient au solliciteur général du Haut-Canada, Robert Gray. Dorinda semblait être destinée à demeurer une esclave jusqu'à sa mort, tandis que ses enfants demeureraient la propriété de Gray jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge de 25 ans.

Toutefois, cette année-là, Robert Gray a rédigé un testament dans lequel il libérait « *Dorinda, ma servante noire [...] et tous ses enfants de l'esclavage* » au moment de son décès. Il a également légué de l'argent et des biens à la famille Baker pour s'assurer qu'elle serait dans une bonne situation financière, et a même acheté la liberté de la mère de Dorinda, Lavine, qui était une esclave aux États-Unis, en indiquant : « *[...] je ne pouvais m'empêcher de le faire, car la providence semble m'avoir donné cette occasion et je ne pouvais y résister.* »

Lettre de Robert I. D. Gray à Mme Valentine (sa sœur), le 16 février 1804

Plus tard la même année, la providence s'est manifestée d'une autre façon. Gray s'est noyé dans un naufrage, et Dorinda et sa famille sont soudainement devenus libres et prospères.



July 9, 1793 Newark

The Upper Canada legislature passes the Slave Bill – “An Act to prevent the further introduction of Slaves and to limit the Term of Contracts for Servitude within this province”.

Although he would have preferred outright abolition, Lieutenant-Governor John Graves Simcoe makes compromises to satisfy the interests of fifteen members of the legislature who own slaves or belong to slave-owning families.

After proclamation of the Act ...

- Slaves already in Upper Canada would remain the property of their owners for life.
- Children born to slaves were to be free at age 25.
- Children of children born to slaves were to be free at birth.
- No slaves could enter the province: any slaves brought into Upper Canada would be freed automatically.
- Owners of freed slaves had to provide for their security.

Robert Gray did more for his freed slaves than the law required whereas other slave owners found ways to keep their slaves dependent by employing them in renewable contracts.

Le 9 juillet 1793 Newark

L'assemblée législative du Haut-Canada adopte un projet de loi contre l'esclavage, intitulé An Act to prevent the further introduction of Slaves and to limit the Term of Contracts for Servitude within this province (une loi visant l'abolition progressive de l'esclavage dans le Haut-Canada).

Même s'il aurait préféré une abolition complète, le lieutenant-gouverneur John Graves Simcoe a fait des compromis pour satisfaire les intérêts des quinze membres de l'assemblée législative qui possédaient des esclaves ou faisaient partie de familles qui possédaient des esclaves.

Après la proclamation de la loi, les dispositions suivantes s'appliquaient :

- Les esclaves déjà au Haut-Canada demeuraient la propriété de leurs maîtres à vie.
- Les enfants nés d'esclaves devaient être libérés à l'âge de 25 ans.
- Les enfants des enfants nés d'esclaves devaient être affranchis à la naissance.
- Aucun esclave ne pouvait entrer dans la province : tout esclave amené au Haut-Canada serait automatiquement affranchi.
- Les propriétaires d'esclaves affranchis devaient garantir leur sécurité.

Robert Gray en a fait beaucoup plus pour ses esclaves affranchis que ce qu'exigeait la loi, tandis que d'autres propriétaires d'esclaves ont trouvé des moyens de conserver leurs esclaves en les employant aux termes de contrats renouvelables.



UNIDENTIFIED GROUP, CA. 1875. ARCHIVES OF ONTARIO, ALVIN D. MCCURDY FONDS, F.2076.16-5-3, 0028822

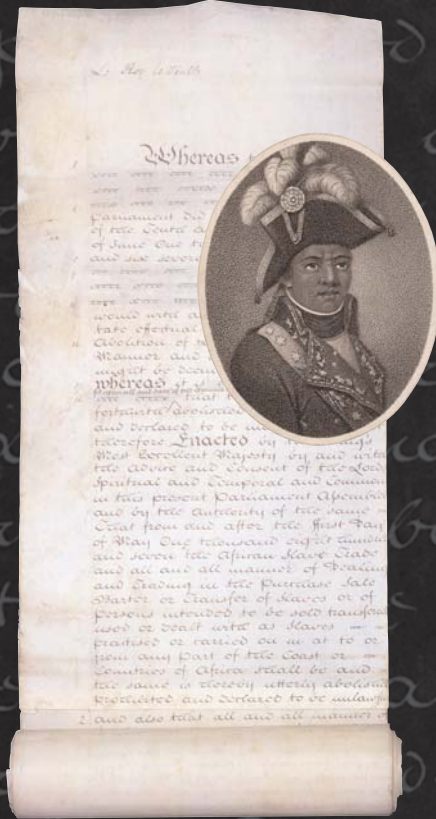
GRUPE NON IDENTIFIÉ, VERS 1875. ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO, FONDS ALVIN D. MCCURDY, F.2076.16-5-3, 0028822

In Retrospect

Part of a wider movement to end slavery, this was the first piece of legislation passed in the British colonies to limit slavery. In 1833 Britain abolished slavery throughout the Empire. This law took effect on August 1, 1834, freeing the last remaining slaves in Upper Canada.

En rétrospective

Dans le cadre du mouvement antiesclavagiste global, il s'agissait de la première loi adoptée dans les colonies britanniques afin de limiter l'esclavage. En 1833, la Grande-Bretagne a emboîté le pas en abolissant l'esclavage dans l'ensemble de l'Empire britannique. Cette loi est entrée en vigueur le 1^{er} août 1834 et a libéré les derniers esclaves du Haut-Canada.



From 1791 to 1803 General Toussaint L'Ouverture waged a successful rebellion in Haiti, freeing the slaves and establishing Haiti as the first independent Black nation in the Western Hemisphere. Partly because of the Haitian Revolution and slave revolts on other Caribbean islands, Britain passed the Act to Abolish the Slave Trade in 1807.

TOUSSAINT LOUVERTURE, © NATIONAL MARITIME MUSEUM, LONDON, UK

AN ACT FOR THE ABOLITION OF THE SLAVE TRADE, 1807 (PAGE 1) PARLIAMENTARY ARCHIVES, LONDON, UK

De 1791 à 1803, le général Toussaint L'Ouverture a mené une rébellion réussie des esclaves en Haïti, ce qui a permis de libérer les esclaves et d'établir Haïti comme pays indépendant. La Grande-Bretagne et d'autres pays sont alors devenus très inquiets de la situation dans leurs colonies. C'est ce qui a incité les autorités britanniques à adopter la loi portant sur l'abolition de la traite des esclaves en 1807.

TOUSSAINT LOUVERTURE, © NATIONAL MARITIME MUSEUM, LONDRES, R.-U.

LOI PORTANT SUR L'ABOLITION DE LA TRAITÉ DES ESCLAVES, 1807 (PAGE 1) PARLIAMENTARY ARCHIVES, LONDRES, R.-U.



BICENTENAIRE DE L'ONTARIO
La loi pour abolir la traite britannique des esclaves
1807-2007



ONTARIO BICENTENARY
The Act to Abolish The British Slave Trade
1807-2007



Archives of Ontario
Bridging the Past, the Present and the Future

Archives publiques de l'Ontario
Un lien entre le passé, le présent et l'avenir

www.archives.gov.on.ca